



Conseil

Distr. générale
23 juin 2011
Français
Original : anglais

Dix-septième session

Kingston (Jamaïque)

11-22 juillet 2011

Élection destinée à pourvoir un siège devenu vacant à la Commission juridique et technique, conformément au paragraphe 7 de l'article 163 de la sous-section C de la section 4 de la partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Note du Secrétaire général

1. Le Conseil est invité à prendre note de la démission de M. Isikeli Uluinairai Mataitoga (Fidji), membre de la Commission juridique et technique. M. Mataitoga avait été élu membre de la Commission le 14 août 2006 (voir ISBA/12/C/11), pour un mandat de cinq ans commençant le 1^{er} janvier 2007.
2. Conformément au paragraphe 7 de l'article 163 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et au paragraphe 3 de l'article 80 du Règlement intérieur du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins, en cas de décès, d'incapacité ou de démission d'un membre de la Commission avant l'expiration de son mandat, le Conseil élit, pour la durée du mandat restant à courir, un membre de la même région géographique ou représentant la même catégorie d'intérêts.
3. Le paragraphe 3 de l'article 163 de la Convention et l'article 81 du Règlement intérieur du Conseil stipulent que les membres de la Commission doivent avoir les qualifications requises dans les domaines relevant de la compétence de celle-ci, et qu'afin de permettre à la Commission d'exercer ses fonctions efficacement, les États parties désignent des candidats de la plus haute compétence et de la plus haute intégrité, ayant les qualifications requises dans les domaines pertinents.
4. Dans une note verbale datée du 18 mai 2011, la Mission permanente des Fidji auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le secrétariat de l'Autorité de la candidature de M. Russell Howorth, Directeur de la Division géosciences et technologies appliquées du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (Suva), à l'élection destinée à pourvoir le siège de la Commission devenu vacant. On trouvera le curriculum vitae de M. Howorth en annexe à la présente note.

Annexe

Curriculum vitae

Russell Howorth

Spécialiste des sciences de la terre, Russell Howorth a réintégré la Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées en février 2010 en tant que directeur. Il en avait quitté le poste de directeur adjoint le 30 septembre 2005, après avoir œuvré au service de la région, au sein de la Commission, pendant plus de 26 ans. Il a travaillé pour tous les petits États insulaires en développement du Pacifique ou y a effectué des missions de terrain.

Il a publié plus de 60 articles de recherche, et œuvré en tant que conseiller au sein d'équipes de pays lors de nombreuses rencontres internationales, telles que les sessions de la Commission du développement durable, pendant sept ans (1998-2005), le Sommet mondial pour le développement durable, en 2002 et, en 2004-2005, les réunions préparatoires en vue de la Réunion internationale de Maurice sur les petits États insulaires en développement et de la deuxième Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, qui devait se tenir à Kobe (Japon). En 2005, il a également aidé le secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne (ACP-UE) et les États Membres à mettre au point la nouvelle instance ACP-UE sur les catastrophes naturelles et a participé aux travaux de l'équipe spéciale chargée de rédiger le Plan pour le Pacifique. Il a collaboré avec tous les partenaires de développement fournissant un appui à la région.

Russell Howorth est également le propriétaire-exploitant de Matadrevula Advisory Services, une petite société qu'il a créée et enregistrée aux îles Fidji en 2006, afin d'officialiser le fait qu'il lui était demandé d'offrir des conseils essentiellement axés sur l'écologie et le développement durable aux pays, organismes et particuliers de la région.

De 2006 à février 2010, il a fourni des services à la Division du développement durable du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, basée à New York, au Service des ressources en eau et au Groupe des petits États insulaires en développement du Département, au Centre sous-régional pour le Pacifique du Programme des Nations Unies pour le développement implanté à Suva, à la délégation de Suva auprès de l'Union européenne et à l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud. Il a également été conseiller principal à temps partiel auprès de la Direction de la Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées. À la mi-2007, il a élaboré, à l'intention du Christian World Service, une importante proposition de projet visant à aider les églises des îles du Pacifique à développer et renforcer leur rôle dans la prévention des risques de catastrophe. Au cours du premier semestre 2008, il a aidé le nouveau bureau régional pour l'Océanie de l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles à mettre au point ses plans stratégiques et opérationnels et à élaborer des descriptifs de projets particuliers, dont le Défi 2020 pour l'océan Pacifique, un projet d'envergure approuvé en octobre 2008 par le Congrès mondial de la nature. Parmi les activités consacrées à un pays qu'il a menées au cours des trois dernières années, il a notamment effectué des visites dans les États fédérés de Micronésie, aux Îles Marshall, aux Îles Salomon, aux Palaos, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à

Tuvalu afin d'élaborer des plans nationaux de mise en œuvre des projets consacrés à la gestion des risques de catastrophe recevant l'appui des programmes nationaux du neuvième Fonds européen de développement. En septembre 2008, il s'est rendu aux Îles Cook pour y mettre au point, conjointement avec le Cabinet du Premier Ministre, un plan de développement pour la gestion des situations d'urgence.

En 2009, il a offert divers services de conseil :

- Conseiller technique principal auprès de l'ordonnateur régional de l'Union européenne basé au secrétariat du Forum des îles du Pacifique, chargé d'aider à gérer les projets qui seraient financés dans le cadre du Programme indicatif régional du dixième Fonds européen de développement, d'un montant de 95 millions d'euros;
- Membre d'une équipe de trois personnes chargée d'analyser et de valider les dispositifs institutionnels régionaux proposés pour la Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées, le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et le Programme régional océanien de l'environnement;
- Préparation d'une présentation régionale des objectifs du Millénaire pour le développement pour la Banque asiatique de développement, conjointement avec le Centre du PNUD pour le Pacifique;
- Actuellement, il est sur le point d'entreprendre une mission de conseil pour le Centre des activités opérationnelles de la CESAP dans le Pacifique en vue de l'établissement des rapports concernant l'examen quinquennal de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

Il nourrit un vif intérêt pour le renforcement des capacités des États insulaires du Pacifique, et a créé le certificat d'études des sciences de la terre et de géologie marine, délivré dans le cadre de la formation continue des techniciens travaillant dans le domaine des sciences de la terre.

Il manifeste son attachement à l'écologie et au développement durable de plusieurs façons, par exemple : a) en dirigeant les travaux visant à mettre au point le premier indice de vulnérabilité environnementale applicable à l'échelle mondiale, que les petits États insulaires en développement du Pacifique ont présenté à la Réunion de Maurice; et b) en dispensant à l'Organisation des Nations Unies des conseils techniques concernant les stratégies nationales de développement durable et les objectifs du Millénaire pour le développement dans les petits États insulaires en développement du Pacifique.